



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Fonds de Développement de l'Inclusion

FDI exceptionnel pour la relance inclusive et la croissance de l'IAE

**Mesures de soutien pour le développement et la transformation
des structures de l'Insertion par l'activité économique (SIAE)**

2020

DOSSIER TYPE DE DEMANDE DE SUBVENTION

Dossier à retourner par courriel et/ou voie postale à

DIRECCTE [préciser] Unité Départementale de [préciser]	Adresse [préciser]
Service instructeur [préciser]	Responsable : Téléphone : Courriel : @

PARTIE 1 –PRESENTATION DE L'ORGANISME

Nom de l'organisme : [.....]

N° SIRET : [.....]

N°RNA délivré lors de toute déclaration (création ou modification) en préfecture :

Numéro récépissé Préfecture : [.....]

Pour une association régie par le code civil local (Alsace-Moselle), date de publication de l'inscription au registre des associations : [.....]

N° CPOM/COT en cours de validité : [.....]

Code NAF :

Code IDCC :

N° annexe financière IAE :

Identification du représentant légal de l'organisme :

Prénom / Nom	
Fonction	
Tel/Courriel :	

Forme juridique : : Association Société commerciale Autre (préciser) :

Catégorie de SIAE ACI AI EITI EI ETTI

Structure souhaitant créer une SIAE Autres

Assujettissement à la TVA : OUI NON

Adresse :

PARTIE 2 - PRESENTATION DU PROJET DEMANDE

Responsable à contacter pour le projet (s'il diffère du représentant légal)

Identité :

Fonction :

Coordonnées :

Type d'aide sollicitée :

<input type="checkbox"/> Aide à l'investissement
<input type="checkbox"/> Aide au développement commercial
<input type="checkbox"/> Aide au conseil
<input type="checkbox"/> Aide au démarrage

Caractère exceptionnel sollicité (taux de cofinancement porté à 75%) :

<input type="checkbox"/> Implantation dans une zone particulièrement peu pourvue en SIAE
<input type="checkbox"/> Projet de grande envergure, en termes de montant d'aide sollicitée (supérieur à 50.000€) et/ ou d'échelle territoriale (inter-régionale voire nationale),
<input type="checkbox"/> Projet porté conjointement par une SIAE et une entreprise adaptée
<input type="checkbox"/> Pas de caractère exceptionnel sollicité, taux de cofinancement à 55% maximum

1.Intitulé du projet et résumé (détaillé en annexe 1) :

▪ **Intitulé du projet :**

--

▪ **Objet :**

- A quel besoin répond ce projet ?

--

-Qui a identifié le besoin ?

--

▪ **Résultats escomptés :**

- Nombre d'emplois d'insertion créés :
- Nombre d'emplois d'insertion maintenus :
- Nombre d'emplois permanents créés (le cas échéant) :

Calendrier prévisionnel

Durée :	Date prévisionnelle de commencement d'exécution :	Date prévisionnelle de fin d'exécution :

3. Coût du projet :

Montant de subvention sollicitée:

Coût total du projet	
Montant de la subvention sollicitée	
Montant des autres aides publiques	

Le coût total du projet est-il présenté hors taxes ou TTC ?

Hors taxes

TTC

Éléments comptables au 31-12-N-1 (pour les associations, en remplacement de la liasse fiscale, si la subvention est inférieure ou égale à 23 000 €) :

Chiffre d'affaires :		Capitaux propres :	
Excédent brut d'exploitation :		Dettes financières :	
Résultat d'exploitation :		Crédits de trésorerie :	
Résultat net :		Total du bilan :	
		Effectifs salariés	

PARTIE 3 - ENGAGEMENT ET SIGNATURE

Je soussigné, en qualité de représentant légal de [.....] ayant qualité pour l'engager juridiquement, sollicite une subvention de l'Etat pour le montant indiqué ci-dessus pour la réalisation du projet précité et décrit en annexe.

Je certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans le présent dossier.

J'atteste sur l'honneur la régularité de la situation fiscale et sociale de l'organisme que je représente.

J'ai pris connaissance du fait que le démarrage du projet ne peut intervenir avant que le dossier ne soit déclaré ou réputé complet.

ANNEXE N°1

**DESCRIPTION DU PROJET /OPERATION EN VUE DE L'OBTENTION D'UNE
SUBVENTION**

1. Description du projet:

1. Lieu de réalisation:

3. Objectifs poursuivis :

4. Indicateurs au regard des objectifs :

Les indicateurs sont examinés dans le cadre du dialogue de gestion.

Impacts attendus en matière :

- d'emploi (Nombre d'emplois créés ou à créer) :

Méthode : *les emplois directement créés par le projet financé au titre du FDI remplissent les conditions suivantes :*

- a) les emplois sont créés dans un délai de trois ans à compter de l'aide versée ;*
- b) une augmentation nette du nombre de salariés de l'établissement concerné est constatée par rapport à la moyenne des douze mois précédents ;*
- c) les emplois créés sont maintenus pendant au moins deux ans à compter de la date à laquelle les postes ont été pourvus pour la première fois*

- d'emploi (Nombre d'emplois maintenus) :

Méthode : *nombre d'emplois maintenus à l'issue du versement de l'aide versée en comparaison avec le nombre d'emplois dans les 12 derniers mois précédents, hors nouveaux recrutements.*

- de développement de la structure (changement de taille, développement territorial...) :

- de réorientation, diversification, transformation de l'activité :

- d'organisation des processus de production :

- de l'organisation et de stratégie économique et financière de l'entreprises

- autres

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

DEPENSES ¹	Montant HT	Montant TTC	RESSOURCES	Montant	%
Acquisitions immobilières			Aides publiques³ : - Union européenne - Etat - Communes - Intercommunalité - Département - Région - Etat (hors IAE et contrats aidés) - FSE - PLIE - AGEFIPH Autre aide publique : - origine : Aides privées -Fondations -autres Autofinancement Fonds propres Emprunts Crédit-bail Autres		
Etudes					
Travaux					
Matériel					
Autres ²					
Total			Total		

¹ Lorsque le demandeur récupère la TVA, la dépense subventionnable doit être présentée hors taxe
² Pour les dépenses de fonctionnement, détailler les dépenses, notamment salaires et charges. Indiquer le cas échéant les modes de calcul (exemple : salaires et charges (x par mois) X (y personnes) X (z mois)
³ Énumérer : ministères, nom des collectivités et établissements publics dont organismes consulaires..., joindre copies des décisions d'aides publiques déjà obtenues (délibérations des collectivités locales,)

L'organisme bénéficie-t-il d'un soutien ou d'une intervention au titre de fonds de garantie pour l'insertion par l'économique (FGIE) : oui / non

L'organisme bénéficie-t-il du Fonds territorial France active : oui / non

Si oui : garantie bancaire : Apport ou crédit : Autre :

Autres fonds financiers solidaires : oui / non

Financement bancaire du projet : oui / non

Si oui, nombre de banques : Montant total du financement obtenu :

Apport en capital-risque : oui / non

Si oui : SIFA : IDES : Autre :

Soutien d'une tête de réseau de l'IAE : régional national aucun

Intervention d'un DLA : oui / non

- Si oui, nom du DLA :
- Nature de l'action réalisée par le DLA :
- Date de démarrage de l'action initiale

Aides ou subventions complémentaires à la mobilisation du FDI : oui / non

BUDGET PREVISIONNEL DE L'ORGANISME

CHARGES		MONTANTS (1)	PRODUITS		MONTANT S
CHARGES DIRECTES			RESSOURCES DIRECTES		
60	Achats		70 - Ventes		
60 2	Achats stockés		Productions Vendues		
60 4	Prestations de services		Marchés publics		
60 5	Achat matériel				
60 6	Achats fournitures non stockées		Prestations de service		
61	Charges externes		Mise à disposition de personnel		
61 1	Sous-traitance générale		74 - SUBVENTIONS (2)		
61 2	Crédit-bail		ETAT (préciser l'administration)		
61 3	Locations immobilières		ETAT (préciser l'administration)		
61 3	Locations mobilières		ETAT (préciser l'administration)		
61 4	Charges locatives		ETAT (préciser l'administration)		
61 5	Entretien réparations		REGION		
61 6	Primes d'assurances				
61 7	Etudes et recherches				
61 8	Documentation générale et colloques				
62	Autres charges externes				
62 1	Personnel extérieur à l'entreprise		INTERCOMMUNALITE (EPCI)3		

62			
2	Honoraires		INTERCOMMUNALITE (EPCI)
	Presta. formation/tutorat personnel insertion		
	Prestataire action hors formation/tutorat		COMMUNES
62			
3	Publications		COMMUNES
62			COMMUNES
4	Transports et déplacement		
62			FSE
5	Voyages, missions et réceptions		
62			Autres établissements publics :
6	Frais de télécom et postaux		
62			
7	Service bancaire		
62			
8	Divers		
			Aides privées (fondation...)
63	Impôts et taxes sur salaires		
63			
1	Taxes sur salaires		
63			
3	Vers. Formation, transport, construction		
63			
5	Impôts directs, indirects et droits		
64	Salaires et charges		
	Gestion administration		
	Accompagnement social-emploi-formation		
	Encadrement technique		
	Personnel insertion		
	Autres personnel hors activité insertion		
	Autres frais		
	Autres frais de personnel insertion		
65	Charges de gestion courante		75 - Produits gestion courantes
			dont cotisation, dons manuels ou legs
66	Charges financières		76 - Produits financiers
67	Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels
68	Dotations aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions
68	Dotations aux provisions		
69	Impôt sur société		
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES A L'ACTION			RESSOURCES PROPRES AFFECTEES A L'ACTION
Charges fixes de fonctionnement			Préciser
Frais financiers			Préciser
Autres			Préciser
TOTAL CHARGES		0	TOTAL PRODUITS
			0

La subvention de [préciser] représente [préciser] euros soit [préciser] % du total des produits (montant attribué/total des produits) X100

ANNEXE 2

PIECES JOINTES

(Indispensables à l'instruction du dossier⁴)

1- Preuve de l'existence légale :

a. Extrait Kbis, inscription au registre ou répertoire concerné ;

⁴ Les pièces déjà détenues pas le service instructeur ne seront pas à redemander

Le service instructeur pourra demander des pièces complémentaires qu'il juge nécessaires à l'étude du dossier.

- b. Pour les associations : copie de la publication au JO ou du récépissé de déclaration à la préfecture, statuts si subvention supérieure à 23 000 €
- 2- Relevé d'identité bancaire ou postal
- 3- L'indication du régime TVA
- 4- Un calendrier prévisionnel détaillé de réalisation (s'il diffère de celui indiqué dans la demande), le cas échéant par exercice
- 5- L'estimation du coût de fonctionnement éventuel annuel de l'équipement après sa mise en service (le cas échéant)
- 6- Pour les subventions supérieures à 23 000 € :
 - a. Dernière liasse fiscale complète.
 - b. Pour les associations, les derniers bilans et comptes de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un.
- 7- Eléments comptables au 31-12-N-1, pour les subventions inférieures à 23 000 € :
- 8- Un document du demandeur attestant avoir sollicité les aides publiques indiquées au plan de financement ou lettre de l'exécutif de la personne publique indiquant son approbation sur le montant de la subvention, son intention de cofinancer le projet et de soumettre dans un délai précis la demande de cofinancement à son organe délibérant
- 9- Devis, projets de contrats ou tous autres documents, datés et comportant l'indication de l'organisme qui les a établis, permettant d'apprécier le montant de la dépense.
- 10- Pour les travaux immobiliers et acquisitions immobilières :
 - a. Document précisant la situation juridique et le prix des terrains et immeubles et établissant que le demandeur a ou aura la libre disposition de ceux-ci (promesse de vente...).
 - b. Si le projet s'inscrit dans un programme communautaire certification par un expert qualifié indépendant ou un organisme officiel agréé de la valeur et/ou confirmant que le prix d'achat n'est pas supérieur à la valeur marchande.
 - c. - autorisations préalables requises par la réglementation (permis de construire...)
 - d. - plan de masse, plan de situation, plan cadastral
- 11- Crédit-bail : projet de contrat